



Relations entre la Côte d'Ivoire et la Gold Coast dans le domaine de la cacaoculture de 1905 à 1957

KABYGuiré Félicité

Département d'Histoire
Université Jean Lorougnon Guédé
Daloa (Côte d'Ivoire)

RESUME : La Côte d'Ivoire et la Gold Coast sont deux colonies voisines situées en Afrique de l'Ouest, dont la première était sous la domination française et la seconde sous la domination anglaise. Malgré la différente administration qui les caractérise, la Côte d'Ivoire a décidé, à un moment de son histoire, de suivre la Gold Coast sur la voie de la cacaoculture. Cette démarche aboutit à une collaboration entre elles de 1905 à 1957. L'analyse des différents aspects de cette collaboration s'avère nécessaire. Pour y parvenir, le recoupement d'informations glanées dans divers documents d'archives a permis de relever trois principales facettes de cette relation. Celle-ci est matérialisée par des importations de semences et de techniques culturelles, des échanges de main-d'œuvre et une coopération dans la lutte contre le Swollen Shoot. Ces échanges ont permis à ces deux colonies d'améliorer leur performance dans la production du cacao et d'être hissées à des places de choix sur le marché mondial. Ainsi, la Gold Coast, de 1911 à l'indépendance, s'est maintenue à la première place au niveau mondiale. La production ivoirienne, quant à elle, augmente d'année en année et dépasse 50 000 tonnes en 1957.

MOTS CLES : Côte d'Ivoire, Gold Coast, Cacao, Coopération, Swollen Shoot, Main-d'œuvre.

ABSTRACT : The Ivory Coast and the Gold Coast are two neighboring colonies located in west Africa, the first of which is under French rule and the second under English rule. Despite the different administration that characterizes them, Ivory Coast decided, at some point in its history, to follow the Gold Coast on the path of cocoa farming. This approach led to a collaboration between them from 1905 to 1957. The analysis of the different aspects of this collaboration is necessary. To achieve this, the cross-checking of information gleaned from various archival documents made it possible to identify three main facets of this relationship. This is materialized by imports of seeds and cultivation techniques, exchanges of labor and cooperation in the fight against Swollen Shoot. These exchanges have enabled these two colonies to improve their performance in cocoa production and to be hoisted to prominent positions on the world market. Thus, the Gold Coast, from 1911 to independence, remained in first place worldwide. Ivorian production, for its part, increases from year after year and exceeds 50,000 tons in 1957.

KEY WORDS : Ivory Coast, Gold Coast, Cocoa, Cooperation, Swollen Shoot, Labor.

Received 20 Oct., 2022; Revised 01 Nov., 2022; Accepted 03 Nov., 2022 © The author(s) 2022.

Published with open access at www.questjournals.org

I. INTRODUCTION

La Côte d'Ivoire et la Gold Coast¹ sont deux colonies situées en Afrique de l'Ouest. Elles couvrent respectivement une superficie de 322.462 km² (Côte d'Ivoire) et 238.533 km² (Gold Coast). Bien que colonisées par différentes puissances européennes, à savoir la France et l'Angleterre, la Côte d'Ivoire a décidé de suivre la Gold Coast dans la culture du cacao. Ce choix se justifie par la situation reluisante de la Gold Coast due, en partie, à la culture du cacao. En effet, cette colonie qui exporta ses premiers kilogrammes seulement en 1891 devient déjà en 1911 le premier producteur du monde de cacao, avec une production de plus de 40.000 tonnes. Pendant cette période, malgré qu'elles soient voisines et « (...) placées, quant au sol et au climat, dans des conditions à peu près identiques »², la culture du cacao commençait à peine en Côte d'Ivoire. Avec le même objectif de réussir dans ce domaine, une collaboration naît entre elles.

¹Cette colonie est devenue le Ghana à l'indépendance en 1957.

²GOUVERNEMENT GENERAL DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANCAISE-COLONIE DE LA COTE D'IVOIRE, 1916, p3.

Diverses études conjointes ont été entreprises sur la cacaoculture en Côte d'Ivoire et en Gold Coast (ou Ghana). Il s'agit, entre autres, des travaux de Cynthia Lake, Félix Maile, Peter Calking, Jean Pierre Chauveau et François Ruf. Ils ont, dans l'ensemble, comparé certains facteurs ayant contribué soit au développement, soit à la décrépitude du secteur de la cacaoculture en Côte d'Ivoire et en Gold Coast (Ghana) (C. Lake, 2017 / F. Maile, 2020 / P.Calking, 2005 / J. P. Chauveau, 1992 / F.Ruf, 2009 / P.Petithuguenin, 1998). Ce sont, cependant, les travaux de René Tourte qui donnent un bref aperçu des échanges entre ces deux colonies, surtout dans le domaine de la recherche qui accompagne la cacaoculture (R. Tourte, 2019). Il revient donc à cette étude de faire l'examen de tous les aspects du phénomène, en mettant l'accent sur son développement.

Depuis le début au des années 80, la baisse drastique du prix du cacao sur le marché mondial a plongé les pays à économie cacaoyère dans un état de crise, qui n'est pas près de s'améliorer. Pour y faire face, la Côte d'Ivoire et le Ghana ont décidé de collaborer³ afin de « relever les défis communs en matière de production et de commercialisation, (...) prendre une position commune sur les questions internationales relatives au cacao »⁴. Cette collaboration n'est pas fortuite. Elle a une histoire. Ainsi, comment la Côte d'Ivoire et la Gold Coast ont-elles travaillé de concert pour le progrès de la cacaoculture ? Cette étude se propose d'élucider la nature de ces relations depuis 1905, année d'importation des premières cabosses de la Gold Coast, jusqu'en 1957, caractérisées par l'accession à l'indépendance de la Gold Coast et à l'avènement de l'Institut français du café et du cacao (IFCC).

Compte tenu du caractère indépendant des informations recueillies à partir des différentes sources d'archives, un recouplement immédiat de ces dernières s'est imposé. Ce recouplement a permis d'entreprendre cette étude en trois angles majeurs. Il s'agit, au préalable, d'étudier la Gold Coast comme une colonie pourvoyeuse de semences et formatrice en méthodes culturelles, pour la Côte d'Ivoire. Ensuite, la question de l'afflux de la main-d'œuvre de la Côte d'Ivoire vers la Gold Coast est analysée. L'étude s'achève par la coopération entre la Côte d'Ivoire et la Gold Coast dans la lutte contre le *Swollen Shoot*.

II. LA GOLD COAST, UNE COLONIE POURVOYEUSE DE SEMENCES ET FORMATRICE EN METHODES CULTURALES POUR LA COTE D'IVOIRE

Pendant la colonisation, la colonie de Côte d'Ivoire et celle de la Gold Coast ont entretenu de nombreux rapports dans le domaine de la cacaoculture, principalement dans le secteur de la production. La Gold Coast a pourvu la Côte d'Ivoire en semence et partagé avec elle son expérience en matière de technique de culture.

2.1. La Gold Coast, une colonie pourvoyeuse de semence de cacao à la colonie de Côte d'Ivoire

Au début du XIX^{ème} siècle, la Côte d'Ivoire qui traverse une crise économique liée à la baisse du prix de ses principaux produits, en l'occurrence le palmier à huile et le caoutchouc, décide de suivre l'exemple de la Gold Coast. En effet, pendant cette période, le fait économique qui attire l'attention en Afrique de l'Ouest, c'est le succès de la Gold Coast dans le domaine de la cacaoculture. Ainsi, la Gold Coast devient l'un des principaux fournisseurs de la colonie de Côte d'Ivoire en semence de cacao. Cela s'est fait par l'entremise soit de la population, soit de l'administration.

Depuis 1879, la culture du cacaoyer fut introduite en Gold Coast par « un jeune noir venu de Fernando Poo » (A.Huetz De Lempis, 1992, p.368). Le produit entre dans les exportations à partir de 1891 avec 36 kilogrammes. Elles atteignent la tonne seulement deux années après et le millier de tonne en 1902. En 1907, la Gold Coast exporte 9 514 tonnes. Au cours de cette période, la culture du cacaoyer balbutiait encore en Côte d'Ivoire⁵ puisque toute l'attention était portée sur les produits naturels (caoutchouc, bois, huile de palme, palmistes). Et, l'administration coloniale n'avait pas une véritable mainmise sur le territoire. Ainsi, le service de l'agriculture, principale structure chargée de cette question, se bornait à diffuser des informations, par voie de presse, sur les techniques de culture, alors que celles-ci n'étaient pas accessibles à tous. En outre, aucune politique de vulgarisation n'accompagnait les quelques essais effectués dans les jardins d'essai de Dabou et de Bingerville⁶.

Les initiatives entreprises en faveur de la cacaoculture sont donc le fait de personnes isolées⁷. Elles se procurent les semences par leur propre moyen auprès de personnes connues. Ainsi, celles de l'Est et du Sud-Est de la Côte d'Ivoire s'adressaient à leurs parents de la Gold Coast. Cela a été possible grâce aux liens

³Le 26 mars 2018, les chefs d'Etat (Alassane Ouattara et Nana Addo Dankwa Akuffo-Addo) de ces deux pays ont fait une déclaration à cet effet, dénommée la "Déclaration d'Abidjan".

⁴ MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL ET MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION, 12 juin 2019, *Coopération Côte d'Ivoire – Ghana dans le secteur du cacao. Communiqué de presse*, Accra.

⁵Les exportations ivoiriennes de cacao étaient de 55 kilogrammes en 1900 et de 2,165 tonnes en 1905.

⁶ Le jardin d'essai de Dabou est créé en septembre 1893. Il est transféré à Bingerville en 1903.

⁷ Pour ce qui concerne les Européens, nous avons des plantations de cacaoyers à Elima, Prollo, M'Bato, Dabou et Impérié.

socioculturels qui existaient entre ces personnes. En effet, avant la colonisation et, pour diverses raisons⁸, de nombreux peuples de la Gold Coast ont quitté leurs régions d'origine, c'est-à-dire les royaumes de l'Akwamou, de l'Aowin, du Denkyira et de l'Asante, pour migrer vers l'ouest. Il s'agit des peuples connus sous l'appellation de « Akan » en Côte d'Ivoire, répartis en deux grands ensembles, selon leurs sites d'installation : les lagunaires⁹ et les forestiers¹⁰ (S. P.Ekanza, 2006, p38).

Malgré les raisons qui les ont poussés à se déplacer, certains ont conservé des liens avec leur terre d'origine, même après le tracé des frontières¹¹. Ainsi, lors de la tenue de certains événements socioculturels, politiques, etc., ces populations s'assistent mutuellement. En cas d'insécurité, elles se réfugient temporairement ou définitivement chez l'autre. A titre d'exemple, en Côte d'Ivoire, face à la dureté de la colonisation française¹², certains ivoiriens se réfugiaient régulièrement en Gold Coast. Cela est d'ailleurs mentionné dans le rapport d'ensemble de la colonie de Côte d'Ivoire en ces termes : « Il en était résulté sur cette frontière, qui coupe en deux le groupement ethnique homogène des Agnis, (...) des exodes nombreux en Gold Coast »¹³. En outre, d'autres ont même créé entre eux des réseaux d'échanges ou s'installent dans la colonie de l'autre pour mener leurs activités économiques. C'est le cas des exploitants de caoutchouc naturel appelés communément *Poyofoué*, des Fantees et des agents des maisons anglaises de la Gold Coast présents en Côte d'Ivoire.

La plupart des exploitations de cacaoyers présentes dans l'Est et le Sud de la colonie se sont ravitaillées en semences dans la colonie voisine. Les documents passent sous silence la procédure d'obtention de ces semences. Ces documents se contentent uniquement de signaler la présence de plants de cacaoyers. Le rapport du Gouvernement général de l'Afrique Occidentale française corrobore ces propos en ces termes : « dans le cercle de l'Indenié certains villageois en possédaient même quelques-uns en rapport, dissimulés parfois dans des campements en pleine forêt »¹⁴. D'autres rapports apportent plus de précisions en nommant le planteur qui a importé en 1905 des cabosses de la Gold Coast pour les semer à Tiassalé. Il s'agit du Fanti William Gaume (René Tourte, p 309). Son exemple est suivi en 1907 par un autre ressortissant de la Gold Coast établi à Assinie.

Il a fallu l'arrivée du gouverneur Gabriel Angoulvant pour que l'engagement de la colonie pour cette culture soit effectif. En effet, le cacaoyer fait partie des cultures obligatoires qu'il instaura par la circulaire du 26 novembre 1908. Pour appliquer cette circulaire, des mesures nécessaires sont prises afin de trouver des centres probables pour ravitailler en graines les populations et organiser leurs envois vers les points où la culture est susceptible de réussir. Ces investigations permettent de retenir l'achat de semences à l'étranger. Ainsi, parallèlement aux initiatives individuelles, l'administration importait des semences. A titre d'exemple, le *Journal officiel de Côte d'Ivoire* écrit que « dès octobre et novembre 1908, plus de 11 000 cabosses de cacao sont acquises à la colonie du Gabon et du Libéria et de la Gold Coast »¹⁵. L'importation de semences de la Gold Coast n'est autre que la manifestation de l'Entente cordiale signée entre la France et l'Angleterre le 8 avril 1904¹⁶ (F. Crouzet, 2004, p 311). Celle-ci a continué, même si les rapports ne les notent plus, jusqu'à ce que la colonie soit à mesure de s'autosuffire en semence, c'est-à-dire entre 1920 et 1930.

Au stade actuel des recherches, il est difficile de quantifier l'ensemble des semences importées de la Gold Coast. Aucune statistique n'a été tenue, même pour les importations de l'administration. Mais, une chose est certaine, un nombre important de semences a été acheté en Gold Coast parce qu'en les faisant venir des régions éloignées, le taux de germination faiblit.

⁸ Les raisons à l'origine des migrations akan sont multiples : fuite de conflits multiples ; crainte de l'esclavage suite à des défaites...

⁹ Les lagunaires établis avant le XVIIIe siècle sont, entre autres, les Eotilés, les Agoua, les Ahizi, les Alladjan, les Avikam, les Ebrié, les Abouré, les Attié, les Abbey et les Adjoukrou.

¹⁰ Les lagunaires sont suivis, à partir du XVIIIe siècle, par les Akan forestiers, c'est à dire les Abron, les Agni et les Baoulé.

¹¹ Le tracé de la frontière entre la Côte d'Ivoire et la Gold Coast débuta en 1892 avec la Commission Binger et Lang. Au niveau du village de Dibi (situé au Nord-Est d'Aboisso), la Commission Watherson et Delafosse prend la relève. Entre 1901 et 1930, elle prolonge la frontière de Dibi à la Volta.

¹² Cette dureté est matérialisée par l'instauration de l'impôt de capitation, les réquisitions, la pacification, l'enrôlement, les travaux forcés, etc.

¹³ ANS/2G23-19, CÔTE D'IVOIRE, 1923, *Rapport d'ensemble annuel*, p2.

¹⁴ GOUVERNEMENT GENERAL DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE-COLONIE DE LA CÔTE D'IVOIRE, 1916, *Développement de la culture du cacaoyer au 31 décembre 2015. Essais-Résultats-Perspectives*, Bingerville, Imprimerie du gouvernement, p13.

¹⁵ JOURNAL OFFICIEL DE LA COTE D'IVOIRE, 1908, n° 22 du 30 novembre, p. 466.

¹⁶ Pour diverses raisons, des rivalités entre la France et l'Angleterre ont éclaté en Europe, en Amérique, en Afrique, etc. Mais, parmi elles, c'est la crise du 19 septembre 1898 à Fadocha (Soudan du Sud) qui suscite une entente entre ces deux puissances colonisatrices. La volonté de contrôler cette région stratégique a causé une montée de tensions qui a failli dégénérer en conflit armé. Mais, le 3 novembre, ne pouvant se battre sur deux fronts, la France, capitule. L'Angleterre voulant éviter la formation d'une alliance anti-anglaise en Europe continentale, améliore ses relations avec la France.

Au final, la colonie anglaise a ravitaillé sa voisine en semences. Mais, son action ne se limita pas uniquement à cet apport. Avec l'inorganisation du secteur agricole, les premiers planteurs de cacao suivent les mêmes techniques de culture que ceux de la Gold Coast.

2.2. La Gold Coast, un exemple suivi en matière de technique culturale du cacaoyer

Comme ce fut le cas pour les semences, les techniques culturales de la Gold Coast sont suivies soit par des personnes qui se rendaient régulièrement dans la colonie voisine, soit en imitant les planteurs anglais établis en Côte d'Ivoire.

En Côte d'Ivoire, les premières plantations de cacaoyer ont été créées longtemps avant l'installation de véritables services agricoles. Au début de la colonisation, c'est le secrétariat général qui s'occupait des questions agricoles. Et, compte tenu de l'occupation partielle du territoire, les activités agricoles de la colonie s'exécutaient sous la supervision des agents de l'administration générale, qui n'avaient aucune connaissance dans ce domaine. Ils sont accompagnés dans cette mission par quelques agents agricoles européens. En 1910, ces derniers étaient au nombre de cinq pour toute la colonie. C'est seulement le 1^{er} juillet 1913, par arrêté général, que le premier véritable service de l'agriculture est créé, c'est-à-dire cinq années après que la culture du cacaoyer soit devenue obligatoire. Pour assister les agents de ce service dans leurs missions, cet arrêté institue également un corps de moniteur agricole.

Malgré ces nouvelles dispositions, l'effectif des agents agricoles n'augmente pas véritablement surtout avec les éventuelles absences et la mobilisation causée par la première guerre mondiale. Ce manque de personnel est d'ailleurs mentionné dans le rapport agricole de 1915 en ces termes : « Sur huit agents européens du service de l'agriculture de la Côte d'Ivoire, cinq ont été mobilisés en France ou en Afrique occidentale pendant le courant de l'année (...) et un a dû rentrer en congé de convalescence au début du mois de septembre »¹⁷. Quant aux moniteurs agricoles, leur effectif est également insuffisant, c'est-à-dire cinq en 1915, avec un niveau de connaissance médiocre dans le domaine de la cacaoculture. Les années suivantes, le nombre de ce personnel agricole n'a toujours pu évoluer au même rythme que l'étendue des exploitations agricoles. En effet, en 1929, seulement 53 agents devaient s'occuper de toutes les activités agricoles de la colonie¹⁸.

En outre, le jardin d'essai de Bingerville¹⁹, devenu station agricole en 1913 et station centrale en 1915, étant en pleine réorganisation, était également dépourvu de véritables actions de vulgarisation de techniques de culture. Avec le faible effectif des agents agricoles, l'accent était principalement mis sur la multiplication et la vulgarisation des semences. C'était également le cas de la station d'Assikasso à l'Est et du centre de vulgarisation de Soubéré au Centre-Ouest.

C'est donc dans l'ignorance des techniques de culture que les premières exploitations agricoles cacaoyères étaient réalisées. Les personnes qui se sont intéressées à la culture du cacaoyer, surtout dans le Sud-Est où dans l'Est de la colonie n'avaient pas d'autres choix que de suivre l'exemple des techniques de culture de la Gold Coast voisine ou des ressortissants de la Gold Coast établis en Côte d'Ivoire. Ainsi, en 1910, dans la région de l'Indénié et aux environs d'Aboisso le constat est clair, la plantation de cacaoyer est « (...) extensive ou familiale, telle qu'elle est pratiquée à la Gold Coast (...) »²⁰. En outre, le paysan ne plante pas les jeunes cacaoyers en lignes-droite régulières parce que complantées avec des cultures vivrières. Et, les plants sont trop près les uns des autres. Ce dernier n'a aucune notion de la taille des arbres²¹. A Tiassalé également, les Fanti entraînent à leur suite des imitateurs, même parmi les autochtones.

En suivant ces procédés, les cacaoyers gagnent du terrain à l'instar de ceux de leur voisin. « Ainsi, de 200.630 cacaoyers en 1910, la colonie en possède 1.826.316 en 1915 et, 3.846.255 en 1916 » (F.G. Kaby, 2016, p118). Mais, l'accélération de la culture du cacaoyer fait naître de grands besoins en main-d'œuvre, surtout en Gold Coast vu que la culture du cacaoyer y était beaucoup plus avancée.

III. LA COTE D'IVOIRE, POURVOYEUSE DE MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE A LA GOLD COAST DE 1932 A 1947

A l'époque coloniale, la dureté du système de colonisation français, le rayonnement économique et letype d'administration en vigueur en Gold Coast ont fait de cette colonie une destination prisée. Ainsi, de nombreuses personnes, originaires des territoires voisins, se rendaient en Gold Coast pour y travailler. Le plus important flux a pour lieu de provenance la boucle du Niger. La Côte d'Ivoire, ayant véritablement amorcé sa mise en valeur avait également besoin de cette main-d'œuvre. Ainsi, elle mène des actions dans l'optique de détourner ce courant migratoire en sa faveur, sans succès.

¹⁷ ANS/2G15-21, SERVICE DE L'AGRICULTURE, 1915, *Rapport annuel 1915*, p3.

¹⁸ ANS/2G29-42, SERVICE DE L'AGRICULTURE, 1929, *Rapport annuel 1929*, p1.

¹⁹ Pendant cette période, cette station était la seule dédiée à la cacaoculture.

²⁰ ANS/2G10-29, SERVICE DE L'AGRICULTURE, 1910, *Rapport annuel 1910*, p2.

²¹ INSTITUT COLONIAL DE MARSEILLE, 1943, « La cacao », in *Les Cahiers Coloniaux* N°951 à 954, p117.

3.1. La migration volontaire des travailleurs de la Haute Côte d'Ivoire en direction de la Gold Coast

La rudesse de l'administration directe française, l'augmentation des besoins et la richesse économique de la colonie anglaise contribue à établir un courant d'échange très actif entre le Haut-Sénégal et Niger et la colonie anglaise de la Gold Coast. Après la création de la colonie française de la Haute Volta en 1919, ce phénomène s'est poursuivi surtout qu'elle est peuplée à la fois par des agriculteurs, des éleveurs et des commerçants. Ces divers peuples devaient faire face à l'impôt de capitation et satisfaire leurs besoins en produits manufacturés et en noix de cola. Ainsi, d'importantes quantités de vivriers et de bétails descendent en direction de la colonie côtière anglaise. En plus des produits, les habitants du nord vendaient également leur force de travail parce que la Gold Coast propose de meilleures conditions de résidence, de travail, de salaire et des avantages leur étaient accordés. Il s'agit de primes et d'exonération d'impôt.

Chaque année, c'est donc par milliers que les populations se rendent en Gold Coast pour travailler principalement dans les mines d'or et surtout dans les plantations de cacaoyers. Cela a même continué après le rattachement d'une partie importante de la Haute Volta à la colonie de Côte d'Ivoire entre 1932 et 1947. Il s'agit, entre autres, des Mossis, des Lobi, des Gourounsi, des Sissala. En ce qui concerne les effectifs réels, chaque document avance un chiffre qui lui est propre. A titre d'exemple, lorsque le rapport annuel de travail de 1938 annonce 40.000 à 50.000, Henri Labouret parle de 100.000 et le gouverneur général Carde relève 200.000 hommes²².

Nous pensons que de ces différentes estimations, c'est celle du rapport annuel de travail qui peut être considérée comme proche de la réalité parce que ce chiffre doit être le résultat d'une étude. En outre, si autant d'hommes se rendent en Gold Coast, combien resterait-il dans la colonie pour assurer sa survie. Cela n'est pas le cas pour les autres qui annoncent des effectifs par oui dire.

Face à la persistance de ce courant migratoire, les Français décident de réagir sans toutefois rompre les accords d'entente mutuelle entre eux et les Anglais.

3.2. L'échec des actions entreprises pour détourner les migrations de travail au profit de la Côte d'Ivoire

Malgré la volonté d'une entente mutuelle manifestée par la signature de divers accords, les Français, en voulant préserver leurs intérêts ont mis en place des mécanismes pour contrer le phénomène de migration saisonnier de leurs travailleurs vers la Gold Coast. Cette entreprise a commencé par des études avant de passer à la mise en œuvre effective des décisions.

Ces études ont été réalisées à partir des informations contenues dans les rapports du consul de France en Gold Coast et de certains agents envoyés en mission. L'une des conséquences de l'entente entre la France et la Grande Bretagne s'est matérialisée par l'ouverture d'un consulat de France en Gold Coast²³. Et, le consul, dans ses différents rapports, fait régulièrement le point de la situation politique, économique et sociale à sa hiérarchie. Ces informations sont transférées au gouverneur général de l'Afrique Occidentale Française (AOF), qui a son tour, les communique à chaque gouverneur de colonie pour que des dispositions idoines soient prises. A titre d'exemple, le 23 décembre 1930, le gouverneur général a adressé un télégramme au gouverneur de la colonie de Côte d'Ivoire pour lui transmettre des informations suivantes : « Notre Agent consulaire Accra signale situation tendue marché du cacao GOLD COAST (...) ». Mais, au stade actuel de nos recherches, il ne nous a pas été possible de connaître la date exacte de l'ouverture de ce consulat.

En outre, des missions sont envoyées en Gold Coast dans le but de s'enquérir des méthodes employées par les Anglais pour attirer et maintenir la main-d'œuvre étrangère. C'est le cas de celles remplies par Henri Labouret en 1929, suivi plus tard de M. Louveau. Les renseignements contenus dans le rapport de ce dernier confirment ceux du premier à propos de la vie des manœuvres en Gold Coast ainsi que leurs salaires (H.Labouret, 1939, p46).

A la suite de ces différentes investigations, des analyses furent faites et des décisions prises. L'objectif principal est de suivre l'exemple de la Gold Coast et de faire mieux. De ce fait, pour faciliter le recrutement et le déplacement de ces travailleurs, leur colonie d'origine, c'est-à-dire la Haute Volta fut démembrée et une grande partie rattachée à la Côte d'Ivoire en 1932²⁴. C'était un territoire couvrant une superficie de 153.650 km² habitée par une population estimée à 2.011.916 habitants (L. J.Tokpa, 2010, p379). Simultanément, les travaux de construction de la voie ferrée furent poursuivis en direction de Bobodioulasso et Ouagadougou. Elle atteint Bobodioulasso (km 796) le 23 janvier 1934 et Ouagadougou après la seconde guerre mondiale.

²²ANS/2G38-34, GOUVERNEMENT GENERAL DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANCAISE- COLONIE DE LA CÔTE D'IVOIRE, 1938, *Rapport annuel sur le travail*, p3. Henri LABOURET, 1939, « Côte d'Ivoire 1939 », In *Renseignements Coloniaux* n°2, p46. Auguste CHEVALIER, 1924, Notes et actualités, In *Revue de botanique appliquée et d'agriculture coloniale*, 4^e année, bulletin n°36, p536.

²³JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE, 1946, Arrêté du 2 juillet, M. Becquey Georges a été mis à la disposition du ministre des affaires étrangères en qualité de vice-consul à Accra (Gold Coast), p 7161.

²⁴Le territoire rattaché à la Côte-d'Ivoire englobait les cercles de Tenkodogo, Kaya, Ouagadougou, Koudougou, Gaoua, Batié, Bobo-Dioulasso, et la partie de Dédougou située sur la rive droite de la Volta Noire.

Par ailleurs, des facilités sont accordées aux travailleurs se rendant en Basse Côte d'Ivoire. Pour ce qui concerne le transport, l'Annexe n°1 de l'Arrêté général du 28 septembre 1938 stipule qu'il est consenti « aux travailleurs se rendant en basse côte en chemin de fer, par groupe de 10 au minimum, un tarif extrêmement bas, 35fr par personnes »²⁵. En sus, dans certaines localités, des centres d'hébergement dirigés par des chefs coutumiers (Mossi ou Lobi) ont été installés. A titre d'exemple, nous avons Abidjan, Agboville et Abengourou.

Pour couronner toutes ces actions, le gouverneur Reste par Arrêté du 11 août 1933 créé des villages de colonisation. Ceux-ci, au nombre de sept sont implantés en pays Gouro autour de Bouaflé et de Zuénoula. L'objectif est de fixer des paysans du Nord, exemptés d'impôt et pourvus de terres et de semences, pour attirer autour d'eux des travailleurs saisonniers de même origine.

Ces diverses actions entreprises ont permis de détourner certains travailleurs. Lépé Jacques Tokpa estime d'ailleurs les travailleurs recrutés en 1933 à 61.980 et, en 1935 à 84.200 (L. J.Tokpa, 2010, p 412). Mais, le résultat attendu n'est pas atteint parce que le colonisateur français n'a pas changé fondamentalement sa manière d'administrer. Pour preuve, par un arrêté, il institue en 1933 le travail forcé public obligatoire en Afrique Occidentale Française (AOF). Malgré quelques changements constatés dans le système avec l'avènement du front populaire au pouvoir, la question de la main d'œuvre s'aggrave en Côte d'Ivoire entre 1939 et 1945 pour raison de conflit. La destination Gold Coast regagne alors à nouveau du terrain. Mais, avec l'abolition du travail forcé en 1946 et la reconstitution de la colonie de la Haute Volta en 1947, une nouvelle ère s'ouvre sur la question de la main-d'œuvre en Côte d'Ivoire.

En dehors de cette importante main-d'œuvre qui quitte la Haute Côte d'Ivoire pour aller travailler dans les cacaoyers de la Gold Coast, les deux colonies travaillent ensemble pour éradiquer les maladies de cacaoyers.

IV.LA COOPERATION DANS LA LUTTE CONTRE LES MALADIES DE CACAOYERS DE 1943 A 1957

La coopération dans la lutte contre les maladies du cacaoyer a été rendue possible par la survenance de la maladie du *Swollen shoot*. Le *Swollen shoot* a été découvert en Gold Coast en 1936 et en Côte d'Ivoire en 1943. Mais, la virulence de la maladie qui cause la chute des exportations²⁶ ainsi que l'impuissance des méthodes de lutte encourage la mise en place d'une coopération entre les deux principales colonies productrices en Afrique de l'Ouest. Cette coopération s'est manifestée par la participation à des activités scientifiques et la collaboration entre les centres de recherche.

4.1.La participation conjointe à des rencontres scientifiques

Face à la gravité que revêt la maladie du *swollen shoot* et à la rapidité de sa propagation, les Britanniques et les Français trouvent que son éradication ne peut se faire de manière isolée. La véritable attitude qu'il faut adopter reste l'organisation de rencontres afin d'offrir l'opportunité aux spécialistes de confronter leurs théories. Cela pourrait être profitable, étant donné que les thèses sont assez différentes en ce qui concerne les vecteurs responsables de la maladie et les moyens de lutte à mettre en œuvre.

Ainsi, vue l'urgence de la situation, en pleine guerre, c'est-à-dire en 1943, à la suite de la reprise des relations franco-britanniques, le gouvernement britannique organise une Conférence impériale à Tafo pour étudier cette épiphytie et mettre au point un système de lutte pour empêcher sa propagation. Le gouvernement français envoie Henri Alibert²⁷ prendre part à cette rencontre. Celle-ci fut enrichissante parce que dans son rapport il mentionne que : « (...) Je pus ainsi obtenir des renseignements très intéressants sur cette nouvelle maladie, qui était alors entièrement inconnue dans nos colonies d'A.O.F. »²⁸. A la suite de cette réunion, un contact étroit fut conservé avec les spécialistes britanniques.

En 1944, le gouvernement britannique a invité à nouveau Alibert à participer à une conférence antiacridienne au Nigéria. Le but de la mission est d'organiser avec les services britanniques compétents la collaboration et les liaisons techniques et scientifiques permanentes nécessaires à la lutte contre les maladies du cacaoyer et en particulier le *Swollen shoot*. En novembre 1945, des représentants des gouvernements français et britannique se réunissent à Londres et

« concluent une collaboration nécessaire dans différents domaines techniques, recherche scientifique, étude des milieux, fléaux naturels, etc et proposent qu'un organisme inter-Etats soit créé à cet effet. Les échanges se poursuivent les années suivantes et en 1949 se réunit à Johannesburg (Transvaal, Afrique du sud) la Conférence scientifique africaine à laquelle

²⁵ANS/2G38-34, GOUVERNEMENT GENERAL DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANCAISE- COLONIE DE LA CÔTE D'IVOIRE, 1938, *Déjà cité*, p 4.

²⁶ Les exportations de la Gold Coast ont chuté de manière drastique après la découverte de cette maladie. Ainsi, de 311.000 t en 1937, le cacao tomba d'abord à 263.000 t en 1956 puis descendit à 194.000t en 1958.

²⁷ Il est en service au Laboratoire de phytopathologie et d'entomologie de la station de Bingerville depuis 1942.

²⁸GOUVERNEMENT GENERAL DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE-INSTITUT FRANÇAIS D'AFRIQUE NOIRE, 1950, *Première conférence internationale des africanistes de l'Ouest. Compte rendus*, Dakar, IFAN, p511.

*assistent des représentants et hommes de sciences de presque tous les pays situés au Sud
dusahara* » (R. Tourte, 2019, p144).

En décembre 1953, une autre conférence inter-africaine du cacao est organisée à Tafo en Gold Coast. La Côte d'Ivoire n'ayant pas de véritable spécialiste, les autorités font venir M. Meiffren de France pour y participer. M. Meiffren est un Maître de recherche français du Laboratoire d'agriculture de la France d'Outre-mer. Ces différentes rencontres ont favorisé un contact étroit entre spécialistes et centres de recherche.

4.2.La collaboration entre les centres de recherche

Pour lutter contre le *swollen shoot*, de part et d'autre, des centres de recherche sont institués. Pour les Anglais, il s'agit du *West African Cocoa Research Institute* (WACRI)²⁹ créé en 1938 à Tafo. Quant à la Côte d'Ivoire, elle institue une station à Abengourou en 1946 dédiée à la lutte contre la maladie du *Swollen shoot*. Cette station est accompagnée par celle de Bingerville qui a plus d'expérience en matière de recherche cacaoyère.

La collaboration est née du fait que le centre de Tafo était le centre le plus équipé tant en personnel, en budget qu'en appareils³⁰. Et, la volonté pour les Anglais d'éradiquer cette maladie en Côte d'Ivoire également pour éviter les risques de recontamination, vu que les deux partageaient la même frontière. Quant à la Côte d'Ivoire, elle ne connaît pas cette maladie qui est découverte seulement en 1943 à Kongodia et à Sankadiokro, dans l'Est de la colonie. Et compte tenu des dégâts signalés dans la colonie voisine, l'inquiétude naît de ce que le *swollen shoot* réduirait à néant tous les efforts déjà consentis dans la cacaoculture. Pour couronner le tout, la Côte d'Ivoire n'avait pas de véritables spécialistes en la matière et aucune station dans la colonie ne s'intéressait exclusivement à l'étude du cacaoyer.

Pour faciliter ces échanges, des dispositions administratives sont prises tant par les autorités britanniques que par les autorités françaises pour accompagner les centres de recherche. Ainsi, passeports permanents sont établis par le biais des consulats ouverts de part et d'autre. Ce qui permet de faciliter les déplacements des spécialistes de ces centres de recherche. Henri Alibert en a d'ailleurs bénéficié lors de sa visite en Gold Coast en 1944. Cette collaboration s'est matérialisée par l'institution de visites, de stages, d'échanges d'échantillons, de résultats ou de programmes de recherche et des informations.

En 1944, Henri Alibert, pendant une visite dans une plantation à Appompronou, a prélevé des échantillons pour les apporter aux spécialistes anglais de Tafo³¹. En 1945, Dr Risbec a entrepris un voyage en Gold Coast et au Nigéria. Au cours de ce voyage, une liaison permanente fut établie avec Tafo. En février de la même année, des spécialistes anglais visitent les cacaoyers de la Côte d'Ivoire atteintes par le *Swollen shoot*. Aux mois d'août et de septembre, Henri Alibert effectue une tournée dans la province de l'Ashanti afin de reconnaître la position du *Swollen shoot* dans les régions voisines de la Côte d'Ivoire. Ensuite, il se rend à Tafo où il assiste à des essais de désinsectisation et de lutte contre les mirides du cacaoyer, faite par le Dr Ripper³².

Il a également été décidé que tout foyer d'infection nouvellement découvert par l'un doit être immédiatement signalé à l'autre³³. Par ailleurs, « (...) Il a (été) également demandé qu'éventuellement les chimistes résidents à Tafo et à Bingerville puissent échanger des renseignements concernant les recherches à entreprendre dans les deux laboratoires »³⁴.

Malgré ces nombreux échanges, des suspicions persistaient de part et d'autre quant à la crédibilité des acteurs. En effet, les Français soupçonnaient les Anglais de leur cacher certaines informations capitales et de ne dévoiler seulement ce qui est de moindre importance. En outre, les Français, pour ne pas être vulnérables face aux Anglais et au monde, faisaient croire être avancés dans les recherches sur le *swollen shoot*. Cela explique la création précipitée de la station d'Abengourou en 1946³⁵. Alors, n'ayant véritablement pas de centre de recherche tel que celui de Tafo, ils profitent véritablement des travaux britanniques³⁶ jusqu'à ce que soit institué l'Institut Français du Café et du Cacao le 31 décembre 1957.

Au final, nous pouvons noter une véritable collaboration entre ces deux colonies, face aux différentes maladies de cacaoyer. Cette lutte se justifie parce que l'un souhaite maintenir sa position et l'autre cherche à suivre son exemple.

²⁹C'est un institut de recherche du cacao de tout l'ouest africain de langue anglaise (Gold Coast, Nigéria, Sierra Léone).

³⁰En 1945, à Tafo, de grands laboratoires ont été installés, 14 spécialistes européens et 30 assistants africains. Un crédit de 862.955 fr a été mis à la disposition de Directeur pour financer les recherches.

³¹ANS/2-1R159, 1944, *Compte rendu de mission faite en Gold Coast par le chef de travaux de laboratoire Henri Alibert*.

³²ANS/12-1R159, 1945, *Rapport de mission du Directeur du Laboratoire d'entomologie et de phytopathologie de Bingerville*.

³³ANS/2-1R159, 1944, Déjà cité.

³⁴*Idem*.

³⁵Plusieurs missions effectuées dans cette station ont conclu du mauvais choix de son emplacement. Ainsi, lors d'une session budgétaire tenue en 1954, il a été décidé de la déplacer.

³⁶ANS/30-1R159, 1947, *Rapport de Mission du Directeur de l'agriculture Guillaume en Côte d'Ivoire*.

V. CONCLUSION

Au terme de cette étude, il convient de retenir que malgré les différentes méthodes de colonisation de la France et de la Grande Bretagne, la colonie de la Côte d'Ivoire et celle de la Gold Coast ont su collaborer. Débutée en 1905 par l'importation de cabosse de cacao de la colonie anglaise, cette collaboration se termine avec l'indépendance de la Gold Coast et la création de l'IFCC en 1957, ce qui change les données.

Cette collaboration a été possible car ces colonies sont voisines et partagent presque les mêmes traits socioculturels ; et que, les deux puissances colonisatrices aient pu se mettre au-dessus de leurs différences. Ainsi, les populations de la Gold Coast ont pu introduire la culture du cacao en Côte d'Ivoire en apportant les semences et la technique de culture. En outre, celles de la Haute Côte d'Ivoire, sans le consentement de leurs autorités, ont, à leur niveau, accompagné la Gold Coast, en tant que travailleur dans ses plantations. Enfin, les deux colonies ont réussi à travailler ensemble dans le but d'éradiquer les maladies du cacaoyer.

Au sortir de cette collaboration, le Ghana reste premier producteur mondial de cacao. Et, la Côte d'Ivoire se trouve dans une position également enviable. Cela signifie que ces échanges ont été très enrichissantes parce que les populations ont privilégié leurs liens socioculturels au détriment des considérations juridiques qu'elles ne comprennent pas toujours.

REFERENCES

1.Sources

- [1]. ANS/2G10-29, SERVICE DE L'AGRICULTURE, Rapport annuel 1910, 11p.
- [2]. ANS/2G15-21, SERVICE DE L'AGRICULTURE, 1915, Rapport annuel 1915, 42 p.
- [3]. ANS/2G23-19, CÔTE D'IVOIRE, 1923, Rapport d'ensemble annuel, 202 p.
- [4]. ANS/2G29-42, SERVICE DE L'AGRICULTURE, 1929, Rapport annuel 1929, 181p.
- [5]. ANS/2G38-34, GOUVERNEMENT GENERAL DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANCAISE- COLONIE DE LA CÔTE D'IVOIRE, 1938, Rapport annuel sur le travail, 55p.
- [6]. ANS/2G38-30, GOUVERNEMENT GENERAL DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANCAISE- COLONIE DE LA CÔTE D'IVOIRE, 1938, Rapport économique, 109 p.
- [7]. ANS/2-1R159, 1944, Compte rendu de mission faite en Gold Coast par le chef de travaux de laboratoire Henri Alibert.
- [8]. ANS/12-1R159, 1945, Rapport de mission du Directeur du Laboratoire d'entomologie et de phytopathologie de Bingerville.
- [9]. ANS/30-1R159, 1947, Rapport de Mission du Directeur de l'agriculture Guillaume en Côte d'Ivoire.
- [10]. CHEVALIER Auguste, 1924, Notes et actualités, In Revue de botanique appliquée et d'agriculture coloniale, 4^e année, bulletin n°36, pp. 531-543.
- [11]. DARCY Jean, 1904, France et Angleterre. Cent années de rivalité coloniale. L'Afrique, Paris, Perrin et Compagnie, 481p.
- [12]. GOUVERNEMENT GENERAL DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANCAISE-COLONIE DE LA CÔTE D'IVOIRE, 1916, Développement de la culture du cacaoyer au 31 décembre 2015. Essais-Résultats-Perspectives, Bingerville, Imprimerie du gouvernement, 54 p.
- [13]. GOUVERNEMENT GENERAL DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE- INSTITUT FRANÇAIS D'AFRIQUE NOIRE, 1950, Première conférence internationale des africanistes de l'Ouest. Compte rendus, Dakar, IFAN, 531p.
- [14]. INSTITUT COLONIAL DE MARSEILLE, 1943, « La cacao », in Les Cahiers Coloniaux N°951 à 954, pp57-140.
- [15]. JOURNAL OFFICIEL DE LA COTE D'IVOIRE, 1908, n° 22 du 30 novembre, p. 466
- [16]. JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE, 1946, Arrêté du 2 juillet, M. Becquey Georges a été mis à la disposition du ministre des affaires étrangères en qualité de vice-consul à Accra (Gold Coast), p 7161.
- [17]. LABOURET Henri, 1939, « Côte d'Ivoire 1939 », In Renseignements Coloniaux n°2, pp. 46-47.
- [18]. MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL ET MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE
- [19]. L'ALIMENTATION, 12 juin 2019, Coopération Côte d'Ivoire – Ghana dans le secteur du cacao. Communiqué de presse, Accra.

2.Bibliographie

2.1.Ouvrages généraux

- [20]. EKANZA Simon Pierre, 2006, La Côte d'Ivoire : Terre de convergence et d'accueil (XVe-XIXe siècles), Abidjan, CERAP.
- [21]. KABY Guiré Félicité, 2016, L'agriculture dans la mise en valeur de la colonie de Côte d'Ivoire, Abidjan, Université Félix Houphouët-Boigny, Thèse unique.
- [22]. TOKPA Lépé Jacques, 2010, Mise en valeur et main d'œuvre africaine en Côte d'Ivoire coloniale (1893-1960), Abidjan, Université deCocody, Thèse d'Etat.
- [23]. TOURTE René, 2019, Histoire de la recherche agricole en Afrique tropicale francophone. La période coloniale et les grands moments des jardins d'essais : 1885/1890-1914/1918, France, L'Harmattan.
- [24]. TOURTE René, 2019, Histoire de la recherche agricole en Afrique tropicale francophone. Le temps des stations et de la mise en valeur: 1918-1940/1945, France, L'Harmattan.
- [25]. TOURTE René, 2019, Histoire de la recherche agricole en Afrique tropicale francophone. De l'empire colonial à l'Afrique indépendante : 1945-1960, France, L'Harmattan.

2.2.Ouvrages spécialisés

- [26]. CALKING Peter and NGO Anh-Thu, 2005, The impacts of farmerscooperatives on the standard of living of cocoaproducing villages inCôte d'Ivoire and Ghana, Québec, SOCODEVI.
- [27]. LAKE Cynthia, 2017, La prise en compte du genre dans les initiatives des entreprises transnationales : le cas de l'industrie du cacao auGhana et en Côte d'Ivoire, Montréal, Université de Montréal.
- [28]. MAILE Félix, 2020, Cooperation or confrontation ? Public and privategovernance and smallholders'incomes in the cocoasector in Ghana and in Côte d'Ivoire, Vienne, OFSE.

2.3.Articles

- [29]. ANCERY Pierre, (2019), « La crise de Fachoda en 1898 : choc des impérialismes français et anglais » In Rétronews,

- <https://www.retronews.fr/colonies/echo-de-presse/2019/11/24/la-crise-de-fachoda-en-1898>, consulté le 09 août 2022 à 10h57mn.
- [30]. CHAUVEAU Jean Pierre, 1992, « Crises, innovations et reconversion : Histoire comparée de la cacaoculture en Gold Coast, au Nigéria et en Côte d'Ivoire (Années 1890-1945) », In Actes de la Table Ronde, GIDIS-CI/ORSTOM, pp. 105-116.
- [31]. CROUZET François, 2004, « L'Entente cordiale : réalités et mythes d'un siècle de relations franco-britanniques », In Revue Etudes anglaises, pp. 310-320.
- [32]. HERTZ DE LEMPS Alain, 1992, « Le cacao, richesse des pays pauvres », in Cahier d'outre-mer, n°179-180, 45^e année, pp.357-372.
- [33]. NASSA Dabié Désiré Axel, 2010, « Les frontières nord de la Côte d'Ivoire dans un contexte de crise », In Les Cahiers d'Outre-mer, n°251 de juillet-septembre, pp. 461-483.
- [34]. PETITHUGUENIN Philippe, 1998, « Les conditions naturelles de production du cacao en Côte d'Ivoire, au Ghana et en Indonésie », In Plantations, Recherche, Développement, pp.393-405.
- [35]. RUF François, 2009, « Libéralisation, cycles politiques et cycles du cacao : le décalage historique Côte d'Ivoire-Ghana », In Cahiers Agricultures Vol.18, n°4, pp.343-349.